

2 avril 2019 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration conjointe du Président de la République et du Premier ministre de l'Irlande

Je suis très heureux d'accueillir Monsieur le Taoiseach, cher Leo, ici à Paris, pour exprimer une nouvelle fois l'unité, la solidarité avec l'Irlande des 27 pays de l'Union européenne dans le cadre du Brexit et nous évoquerons bien évidemment principalement les enjeux du Conseil européen de la semaine prochaine qui a été convoqué par le Président TUSK donc pour le 10 avril.

Le rejet par trois fois de l'accord de retrait par la Chambre des Communes ainsi que le rejet, à ce stade, de tout plan alternatif nous mettent sur le chemin d'une sortie sans accord. Et comme l'a décidé le Conseil européen du 22 mars, il revient au Royaume-Uni de présenter un plan alternatif crédible, soutenu par une majorité, d'ici au 10 avril, pour l'éviter. Si le Royaume-Uni n'est pas capable, près de trois ans après le référendum, de proposer une solution qui réunit une majorité, il aura de facto choisi de lui-même de sortir sans accord et nous ne pouvons pas éviter l'échec à sa place.

Ce plan doit-il être de nouvelles élections, un référendum, une solution différente pour la relation future comme une union douanière ? Il ne m'appartient pas ici de le prescrire mais nous y sommes ouverts, c'est à Londres de le dire et de le dire maintenant.

Une extension longue impliquant une participation du Royaume-Uni aux élections européennes et aux institutions de l'Union européenne n'a rien d'évident ou d'automatique, je le répète ici avec beaucoup de force. Notre priorité, ce doit être le bon fonctionnement de l'Union européenne et du marché unique. L'Union européenne ne peut être durablement l'otage de la résolution d'une crise politique au Royaume-Uni. Nous avons un avenir à construire ensemble dans l'Union européenne et une relation nouvelle à bâtir avec le Royaume-Uni. Il restera un ami, un allié essentiel mais nous ne pouvons passer les prochains mois à régler encore les modalités de notre divorce et à solder le passé.

Dans quelques instants, j'évoquerai avec Monsieur le Taoiseach, Leo VARADKAR, l'ensemble des options et les conséquences possibles d'une sortie du Royaume-Uni sans accord, la France et l'Irlande étant les deux pays les plus directement concernés dans l'Union européenne. Je mesure pleinement l'extraordinaire difficulté qu'une telle situation poserait à l'Irlande et je veux ici redire que nous n'abandonnerons jamais, quoi qu'il arrive, l'Irlande et les Irlandais car cette solidarité est le sens même du projet européen. C'est pourquoi notre rencontre aujourd'hui est, à mes yeux, extrêmement importante. Nous évoquerons également bien entendu les sujets relatifs à l'avenir de l'Union européenne et, à quelques semaines d'élections essentielles pour le projet européen, plusieurs de nos politiques conjointes.

Voilà Mesdames, Messieurs, l'objet de cet entretien, amical plus que jamais, mais qui intervient dans un contexte grave et c'est avec cette gravité et cette détermination à l'esprit que j'aborderai le Conseil européen du 10 avril prochain. Merci encore Monsieur le Taoiseach d'être présent aujourd'hui à Paris.